

RELATIONS PRESSE CONFEDERALES



Communiqué de presse

Gouvernement Bayrou : à quand la réponse aux exigences sociales ?

Le Premier Ministre vient d'annoncer la composition du « nouveau » gouvernement sur le même périmètre politique que les précédents alors que les Françaises et les Français ont voté pour obtenir du changement.

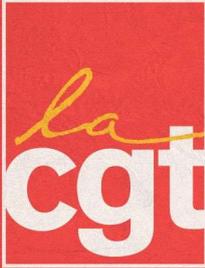
Encore une fois, la CGT appelle le gouvernement à répondre aux urgences sociales et à changer de politique. En cette fin d'année, des millions de travailleuses et de travailleurs n'auront pas le cœur à la fête, au vu de la situation du pays.

La CGT appelle les ministres nouvellement nommés-es à prendre la mesure de la gravité de la situation et de l'ampleur des urgences sociales et à :

- dépêcher tous les moyens de l'État pour accompagner les Mahorais face à la catastrophe sans précédent dont ils et elles sont victimes. De ce point de vue, le projet de décret préparé par le précédent gouvernement doit être revu pour prévoir l'indemnisation du chômage partiel à 100% au lieu des 90 à 65% prévus ;
- prendre des mesures pour empêcher les centaines de milliers de licenciements en cours, en commençant par nationaliser temporairement Vencorex et par exiger de Renault qu'il prenne ses responsabilités vis à vis de la Fonderie de Bretagne ;
- garantir à nos services publics, aux hôpitaux, aux écoles et aux universités les moyens de fonctionner ;
- décréter immédiatement un moratoire sur le démantèlement du fret SNCF ;
- augmenter le Smic et le point d'indice des fonctionnaires au 1^{er} janvier et indexer les salaires sur les prix ;
- abroger la réforme des retraites.

La CGT regrette qu'Emmanuel Macron et François Bayrou n'aient visiblement pas tiré les leçons de la censure du gouvernement Barnier puisqu'encore une fois, pour éviter un-e Premier Ministre de gauche, ils annoncent un gouvernement qui sera sous l'emprise directe du Rassemblement National.

RELATIONS PRESSE CONFEDERALES



La CGT le répète solennellement : les immigré-es ne sont pas des boucs émissaires. La CGT exige la régularisation de tous les travailleurs et travailleuses sans papier, pour empêcher le dumping social organisé aujourd'hui par le patronat.

Montreuil, le 24 décembre 2024